

Secteur de Metz

Six trésoreries de proximité vont fermer début 2024

Dans le cadre du projet de restructuration des Finances publiques, six trésoreries de proximité rattachées au secteur de Metz fermeront leurs portes début 2024. Elles seront remplacées par des permanences locales. Un éloignement des services public dénoncent les syndicats, une réponse dédiée aux demandes des usagers estime le directeur départemental des Finances.

C'est dans le cadre d'un projet de la restructuration du réseau de la direction générale des Finances publiques (DGFiP) que des trésoreries de proximité fermeront début 2024.

Une restructuration mise en place depuis 2019 mais qui concernera le secteur de Metz qu'à partir de l'année prochaine.

Six centres de finances (Vigy, Verny, Maizières-lès-Metz, Rombas, Montigny-lès-Metz et Metz) seront regroupés dans un même lieu dans la capitale mosellane, au service de gestion comptable à la cité administrative de Metz.

● Des permanences hebdomadaires dans les communes

Actuellement, les trésoreries de proximité permettent de réaligner des opérations comptables des communes mais aussi de recevoir du public ayant besoin d'accompagnement dans les démarches fiscales et le paiement de certaines factures. À la suite du déménagement, des permanences hebdomadaires seront mises en place à compter de la deuxième semaine de janvier.

À l'exception de celle de Maizières-lès-Metz, qui sera installée au CCAS, les autres permanences seront installées dans les antennes de France Services pour les autres communes. Des agents pourront donc « accompagner les usagers dans le domaine fiscal, faire des réclamations et des modifications sur les déclarations », explique Etienne Effa, directeur départemental des Finances publiques de la Moselle.

Les syndicats, quant à eux, craignent une dégradation du service : « Les permanences pourraient renseigner l'usager, l'aider à créer un compte



La fermeture des centres des finances publiques s'inscrit dans un projet de restructuration du réseau de la direction générale des Finances publiques. Photo d'illustration Armand Flohr

numérique par exemple mais pas prendre des paiements », répond Sylvie Pineiro, secrétaire départementale Force ouvrière à la DGFiP.

● Une « déshumanisation » du service public

Le directeur départemental explique cette démarche en se basant sur la nature des demandes des usagers et la fréquentation des centres de proximité. Selon lui, il y a eu

environ 80 visites aux centres de Vigy et de Verny l'année dernière : « Les motifs sont principalement fiscaux, or ce n'est pas de la compétence des trésoreries. On souhaite dispatcher l'accueil des usagers pour ne pas tout regrouper à Metz ».

Etienne Effa assure que ces guichets seront compétents pour répondre aux demandes des particuliers. Pour les syndicats, la fermeture des centres des finances publiques, notam-

ment ceux du Pays messin, est une « déshumanisation du service public », déplore Sylvie Pineiro. Les démarches deviennent numériques et lointaines. Cela a des conséquences importantes pour les usagers les plus fragiles ».

Concernant la gestion des frais des communes, des cadres seront rattachés pour accompagner les élus des collectivités concernées.

● Yara Zirba